



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Bundesamt für Kultur BAK
Office fédéral de la culture OFC
Ufficio federale della cultura UFC
Uffizi federal da cultura UFC

La politique linguistique de la Suisse

Visite sur le thème de la diversité
linguistique et culturelle de la
Suisse

Office fédéral de la culture, 23.04.2012



Plan de la présentation

- Le système politique suisse en quelques mots
- La situation linguistique actuelle en suisse
- Bases légales et cadre juridique international en matière de langue
- Genèse de la Loi sur les langues
- Quelques exemples concrets



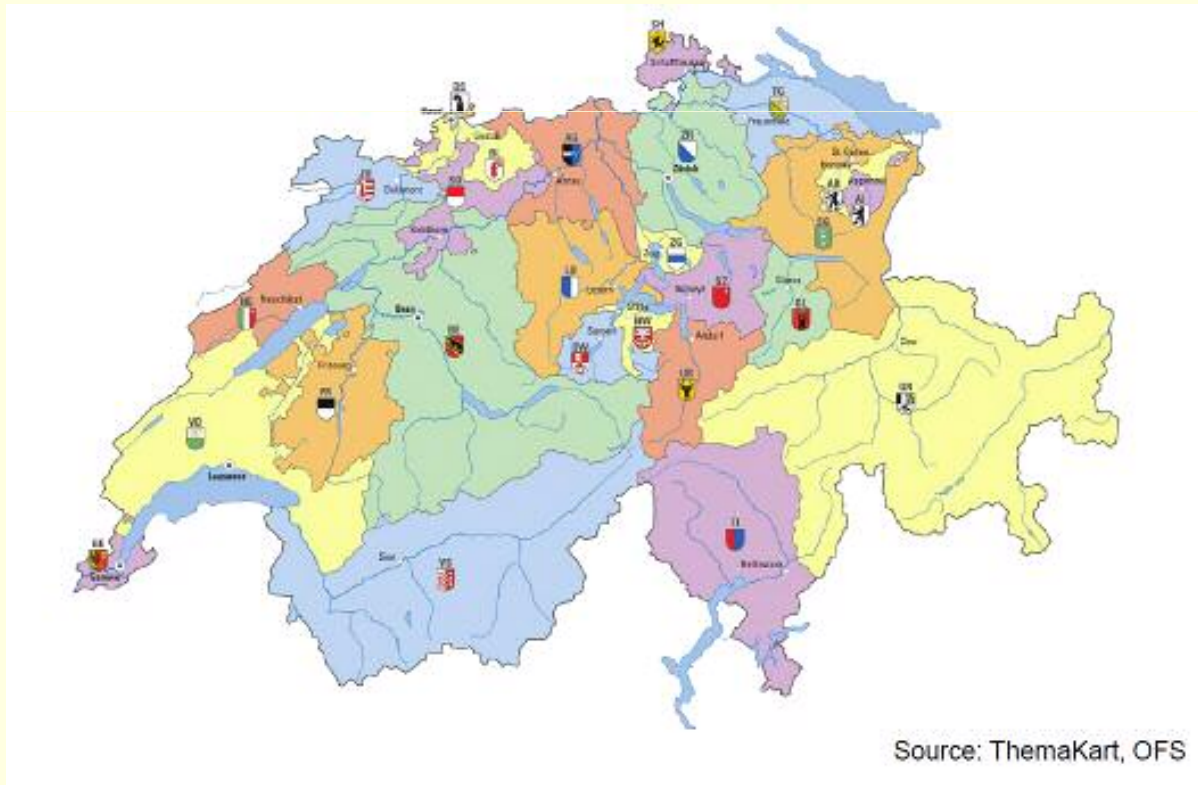
Le système politique suisse en quelques mots

- Système actuel né en 1848
- Un système fédéral avec 26 cantons
- Trois niveaux de pouvoir: Confédération, cantons, communes
- Une Constitution fédérale et 26 Constitutions cantonales
- Un gouvernement fédéral composé de 7 membres, présidence tournante
- Démocratie semi-directe
- 4 langues nationales
- La diversité linguistique et culturelle en Suisse



Le système politique suisse en quelques mots

Les 26 cantons suisses

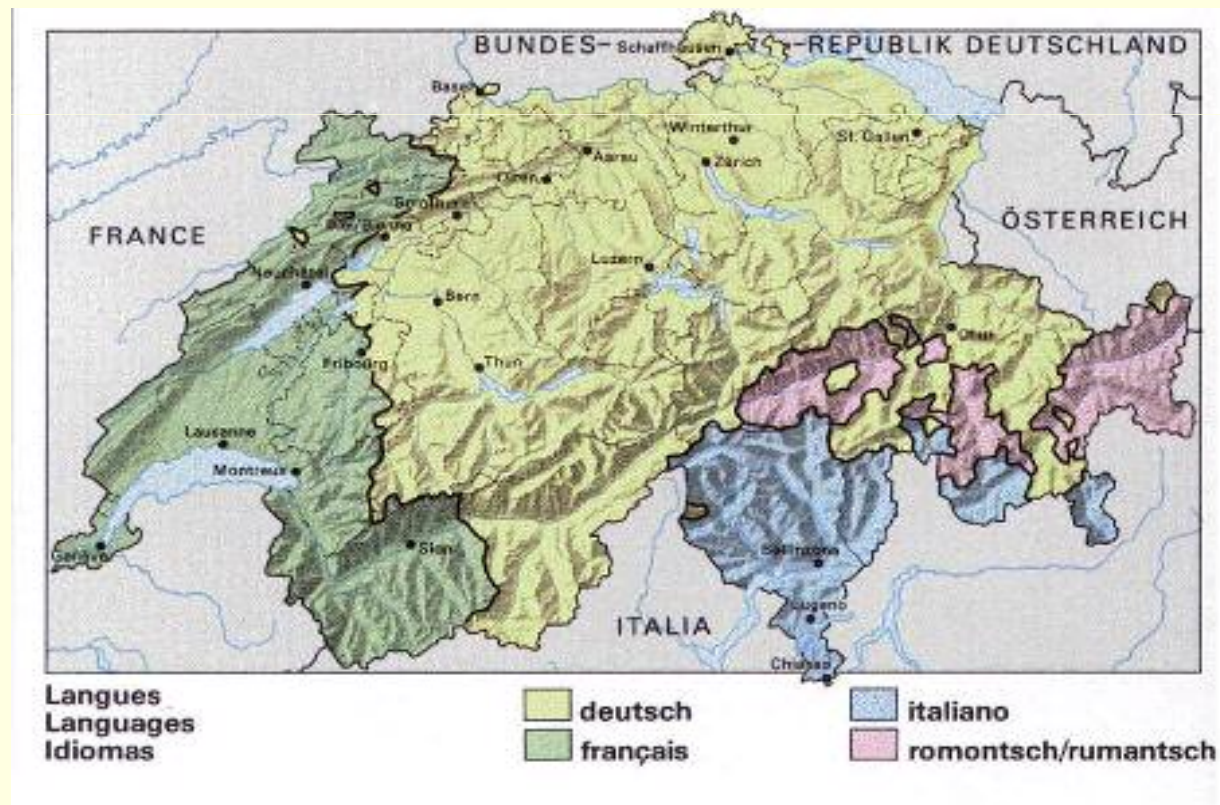


Source: ThemaKart, OFS



La situation linguistique actuelle en suisse

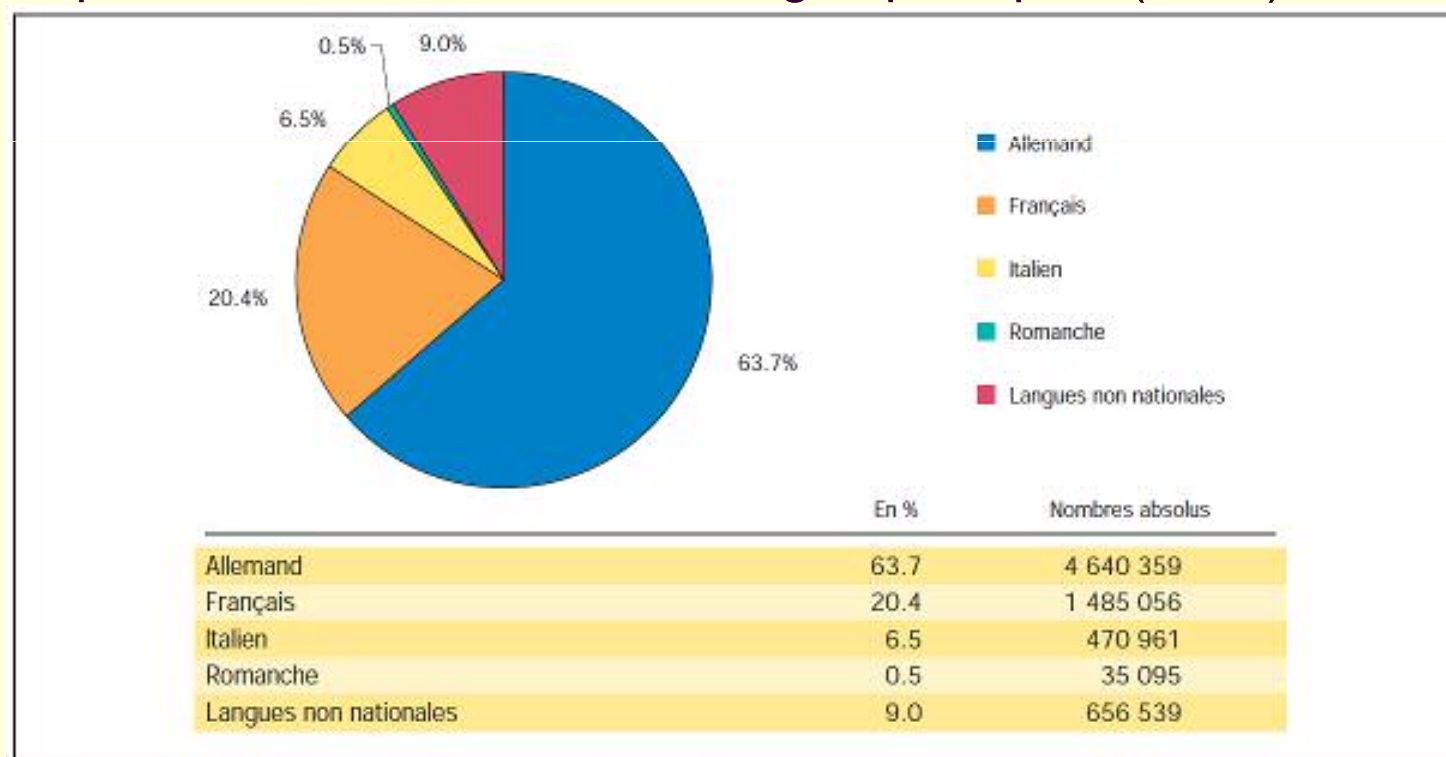
Les 4 régions linguistiques suisses





La situation linguistique actuelle en suisse

Population résidante selon la langue principale (2000)

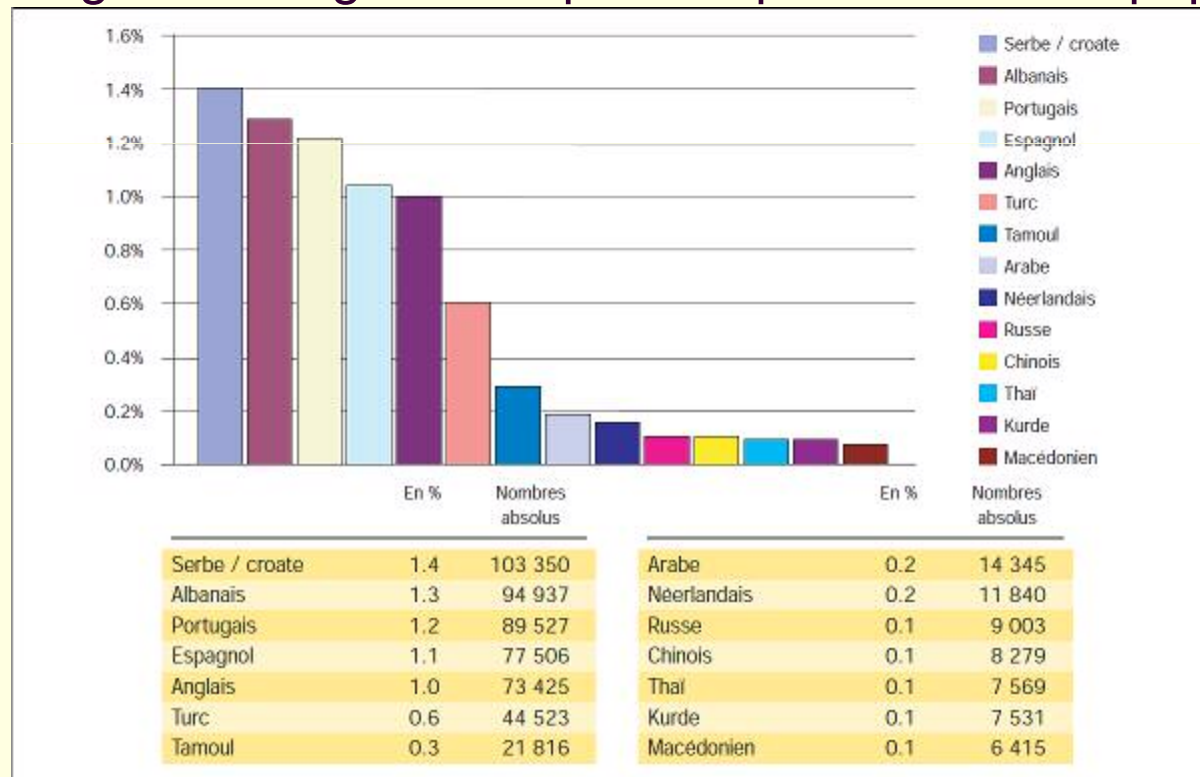


Source: Recensement fédéral de la population, OFS



La situation linguistique actuelle en suisse

Les 15 langues étrangères les plus fréquentes dans la population (2000)

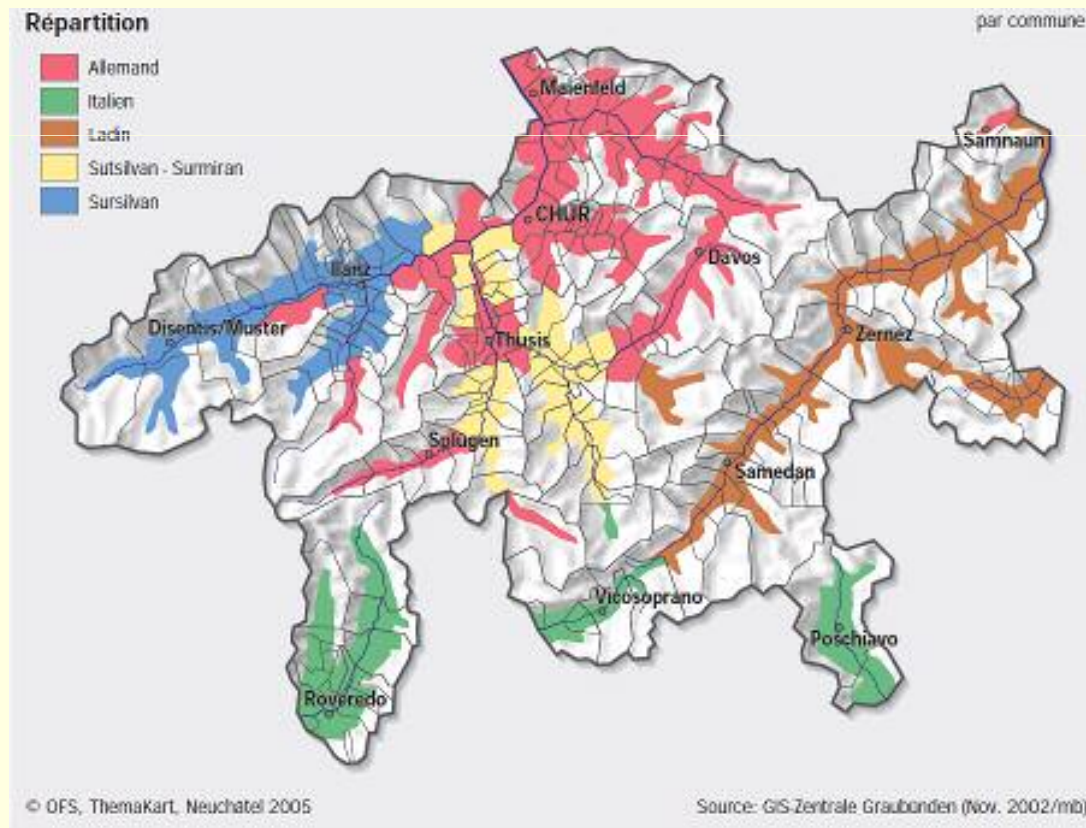


Source: Recensement fédéral de la population, OFS



La situation linguistique actuelle en suisse

Les langues dans le canton des Grisons, en 2000





La situation linguistique actuelle en suisse

- Situation linguistique actuelle: le fruit d'une longue histoire
- Entre 1500 et 1800: prise de conscience du plurilinguisme helvétique
- 1848: Constitution fédérale suisse: reconnaissance des trois langues nationales
- 1938: reconnaissance du romanche comme langue nationale
- 1985: Motion Bindi « Sauvegarde du romanche »
- 1996: révision de l'article constitutionnel sur les langues
- 1999: révision totale de la Constitution fédérale



Dispositions constitutionnelles

- Art. 4: Langues nationales

Les langues nationales sont l'allemand, le français, l'italien et le romanche

- Art. 18 Liberté de la langue

La liberté de la langue est garantie



Dispositions constitutionnelles

Art. 70 Langues

- 1 Les langues officielles de la Confédération sont l'allemand, le français et l'italien. Le romanche est aussi langue officielle pour les rapports que la Confédération entretient avec les personnes de langue romanche
- 2 Les cantons déterminent leurs langues officielles. Afin de préserver l'harmonie entre les communautés linguistiques, ils veillent à la répartition territoriale traditionnelle des langues et prennent en considération les minorités linguistiques autochtones



Dispositions constitutionnelles

Art. 70 Langues

- 3 La Confédération et les cantons encouragent la compréhension et les échanges entre les communautés linguistiques
- 4 La Confédération soutient les cantons plurilingues dans l'exécution de leurs tâches particulières
- 5 La Confédération soutient les mesures prises par les cantons des Grisons et du Tessin pour sauvegarder et promouvoir le romanche et l'italien

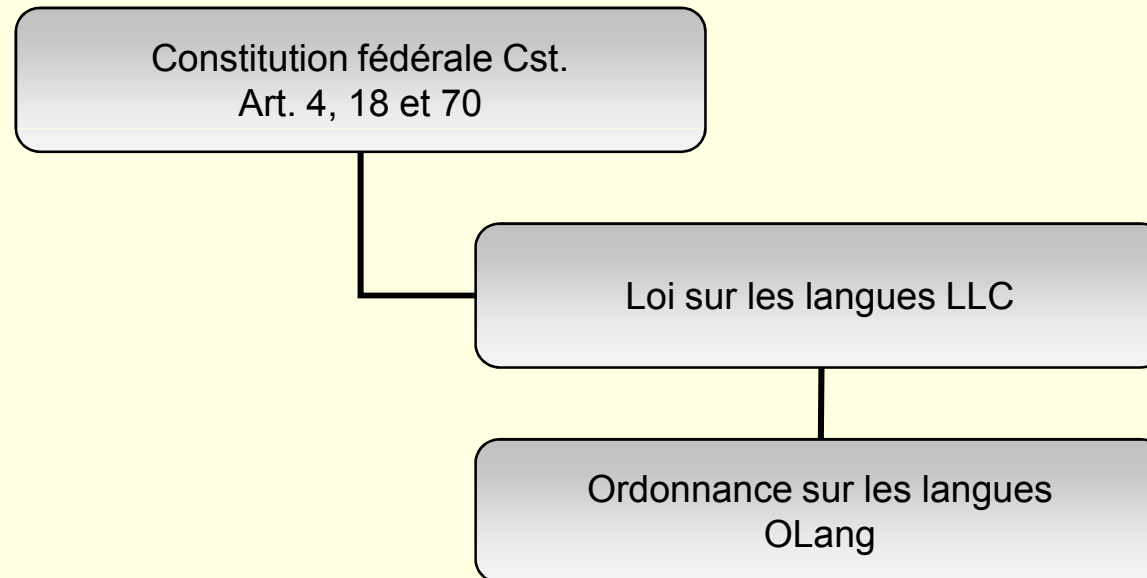


Conventions internationales du Conseil de l'Europe

- Charte européenne des langues régionales ou minoritaires
→ Promotion des langues minoritaires
- Convention-cadre pour la protection des minorités nationales
→ Dispositions légales pour la promotion des minorités nationales



Loi et ordonnance sur les langues





Genèse de la loi sur les langues

1996 – 2001: début des travaux

- 1996 – 2001: début de la préparation de la Loi, collaboration étroite entre Confédération et Cantons, création du « groupe de travail paritaire de la Confédération et des cantons pour la préparation de la loi sur les langues » (PAS)
- Mars 2001: conclusion des travaux préparatoires: avant-projet de loi

2001-2003: la consultation et ses résultats

- Accueil positif des acteurs concernés (cantons, partis politiques, communes, commissions fédérales, organisations civiques, culturelles, linguistiques, scientifiques, etc.)
- Suite des travaux sur la base de ces résultats



Genèse de la loi sur les langues

2004: année charnière

- 28 avril: le Gouvernement fédéral rejette le projet de loi avec les arguments suivants:
 - La Confédération dispose déjà des instruments à disposition pour atteindre les objectifs
 - Invoque le mandat d'économies reçu par le Parlement
- 7 mai: initiative parlementaire Levrat 04.429: « Loi fédérale sur les langues nationales »
- Novembre: les deux commissions compétentes du Parlement donnent suite à l'initiative Levrat



Genèse de la loi sur les langues

2005 – 2006: suite des travaux au niveau du Parlement

- Travail sur plusieurs séances, transmission au Gouvernement fédéral pour avis
- Gouvernement reste toujours contraire

2007: année de clôture de la procédure

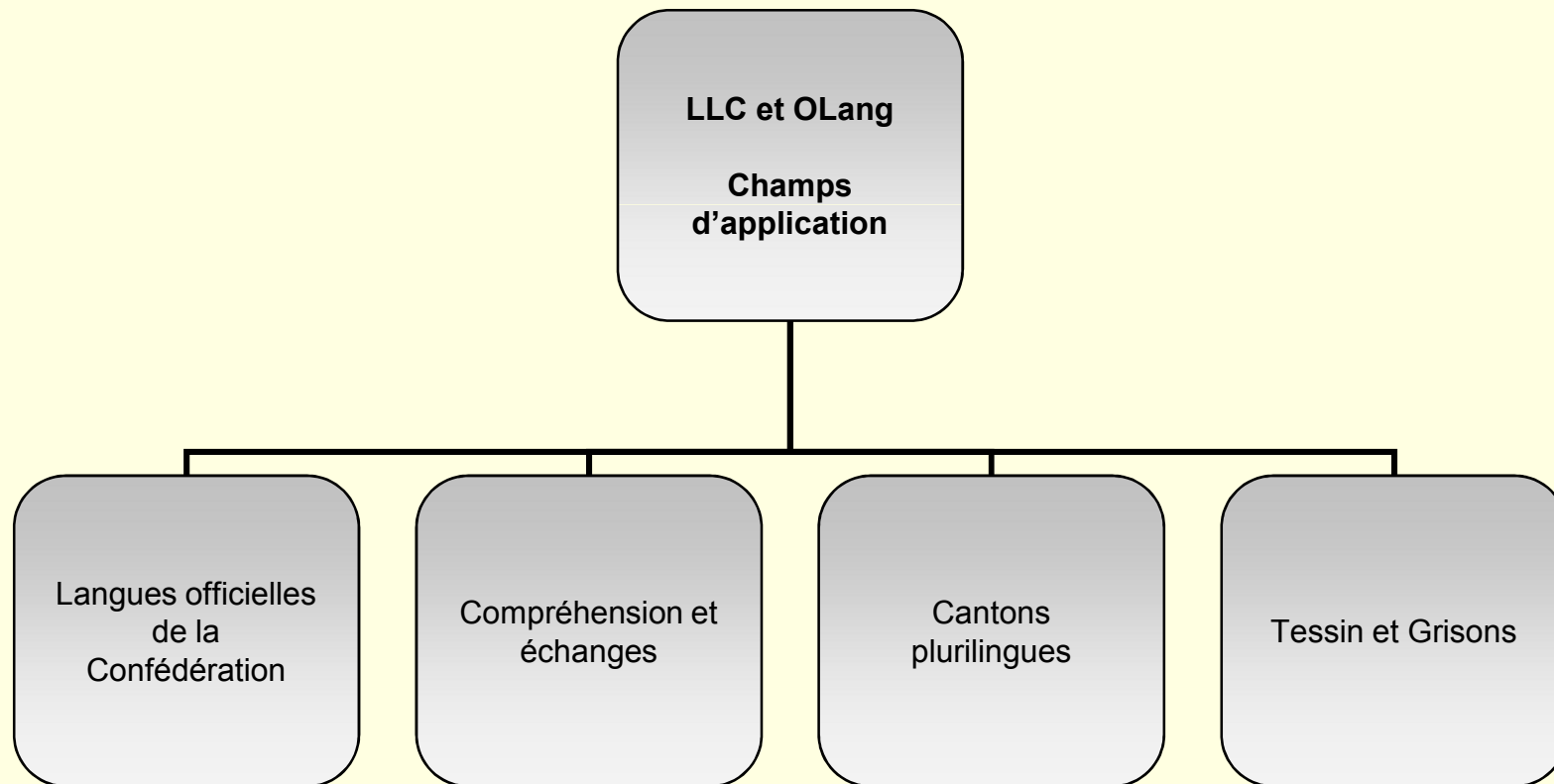
- Juin - septembre: débats au Parlement
- 5 octobre 2007: adoption de la loi sur les langues, malgré l'avis contraire du Gouvernement fédéral

2008

- 6 juin: le Gouvernement donne mandat à l'administration fédérale d'élaborer une ordonnance sur les langues

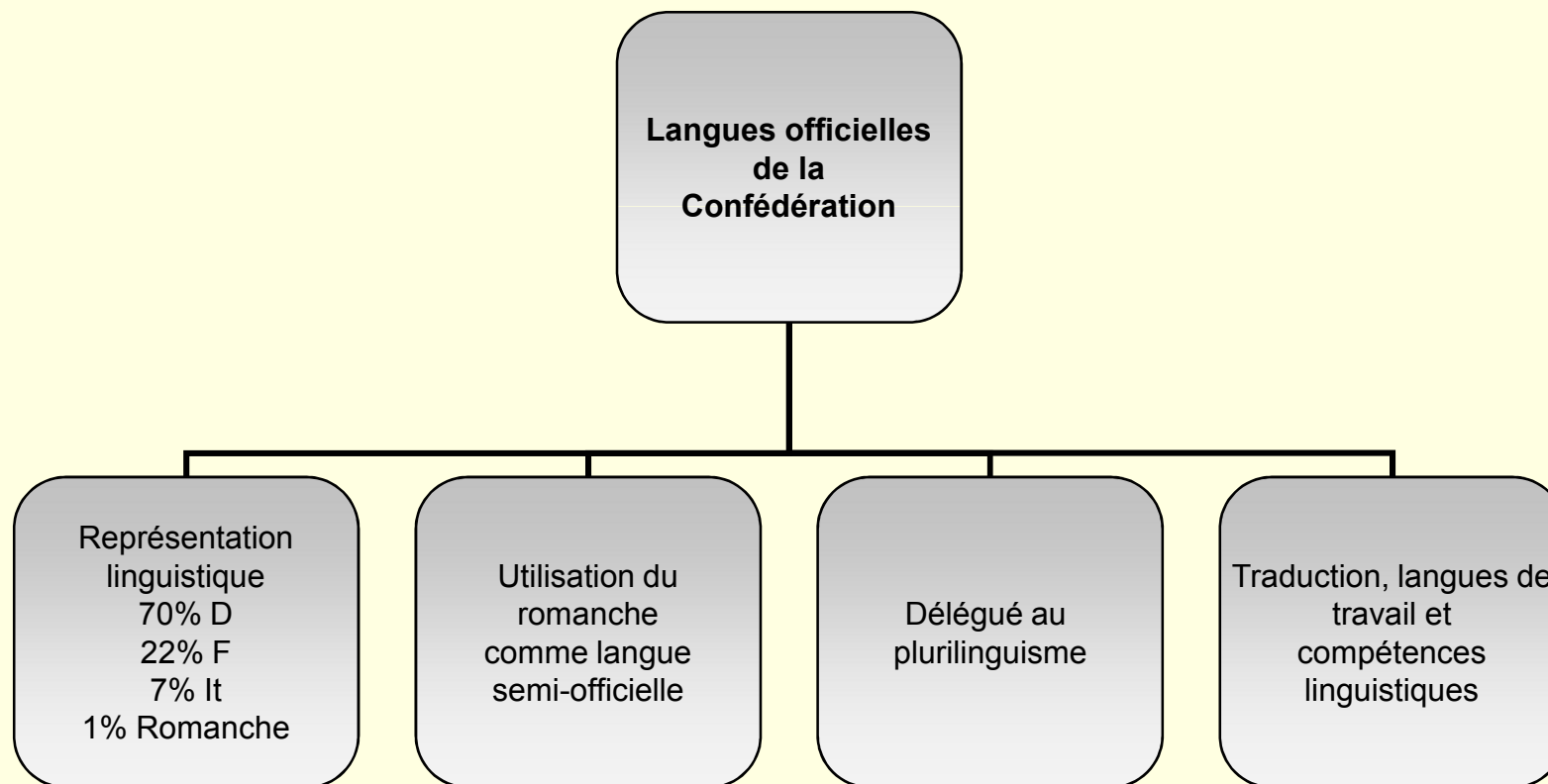


Loi et ordonnance sur les langues



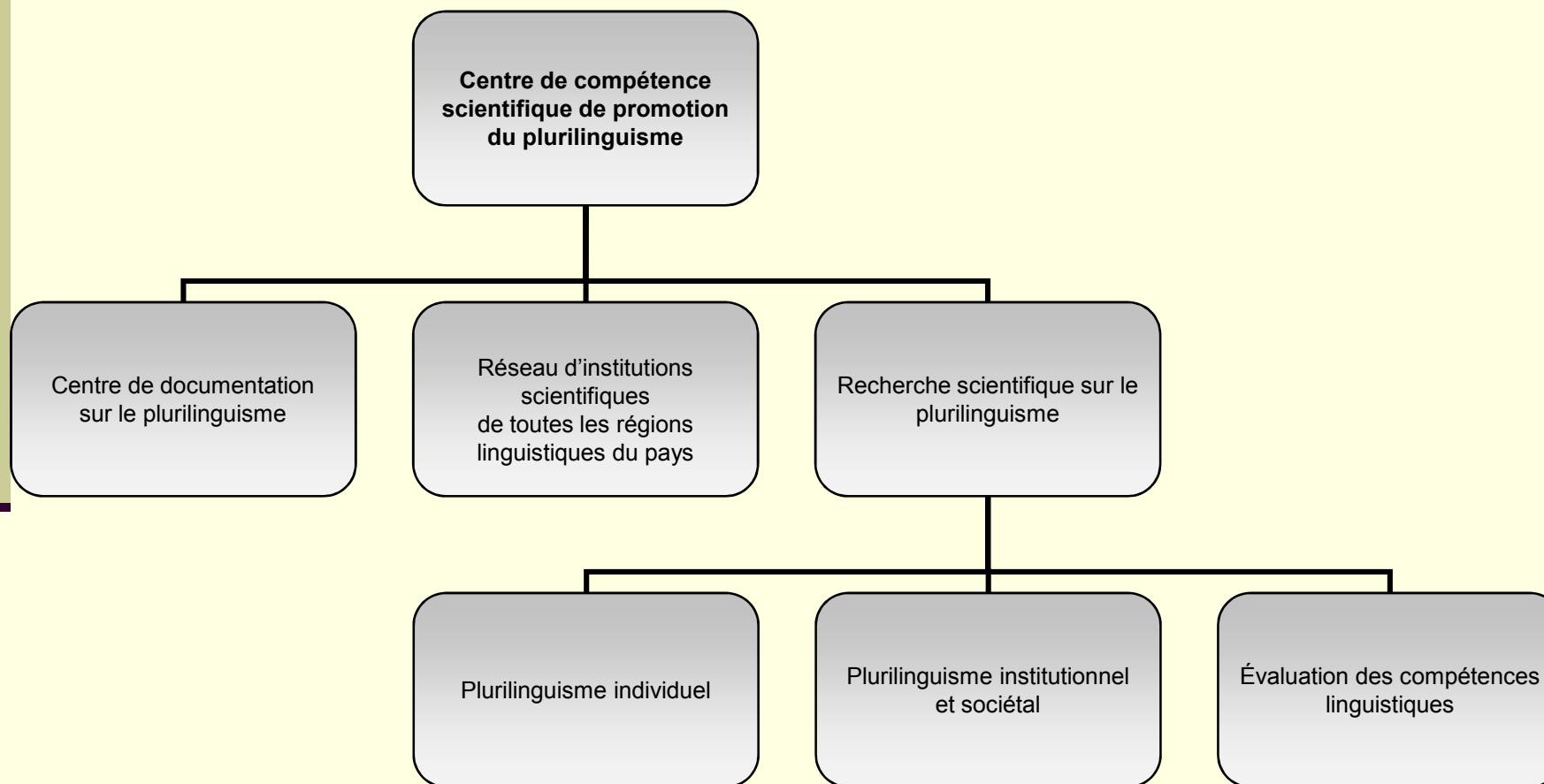


Quelques exemples concrets



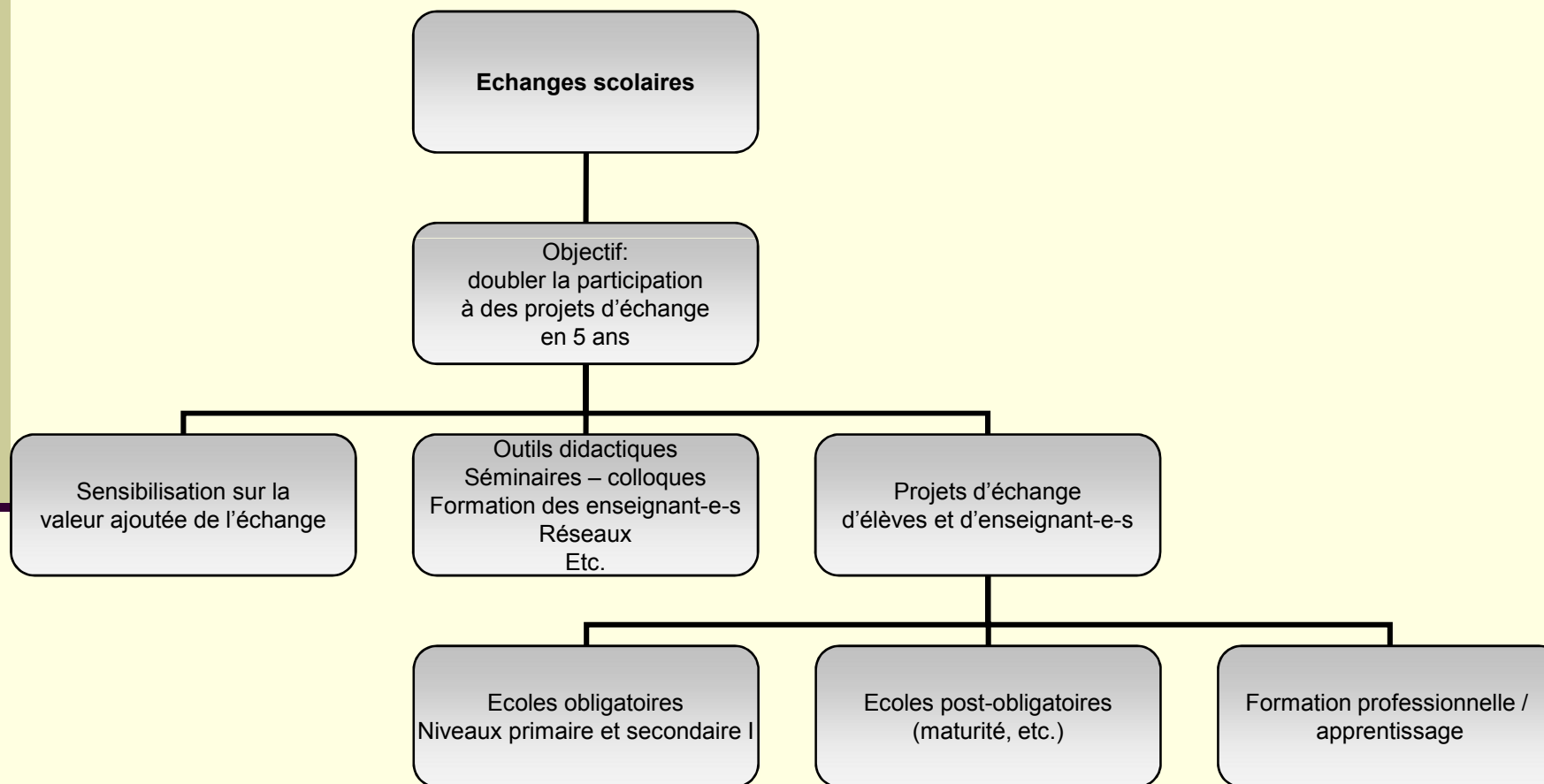


Quelques exemples concrets



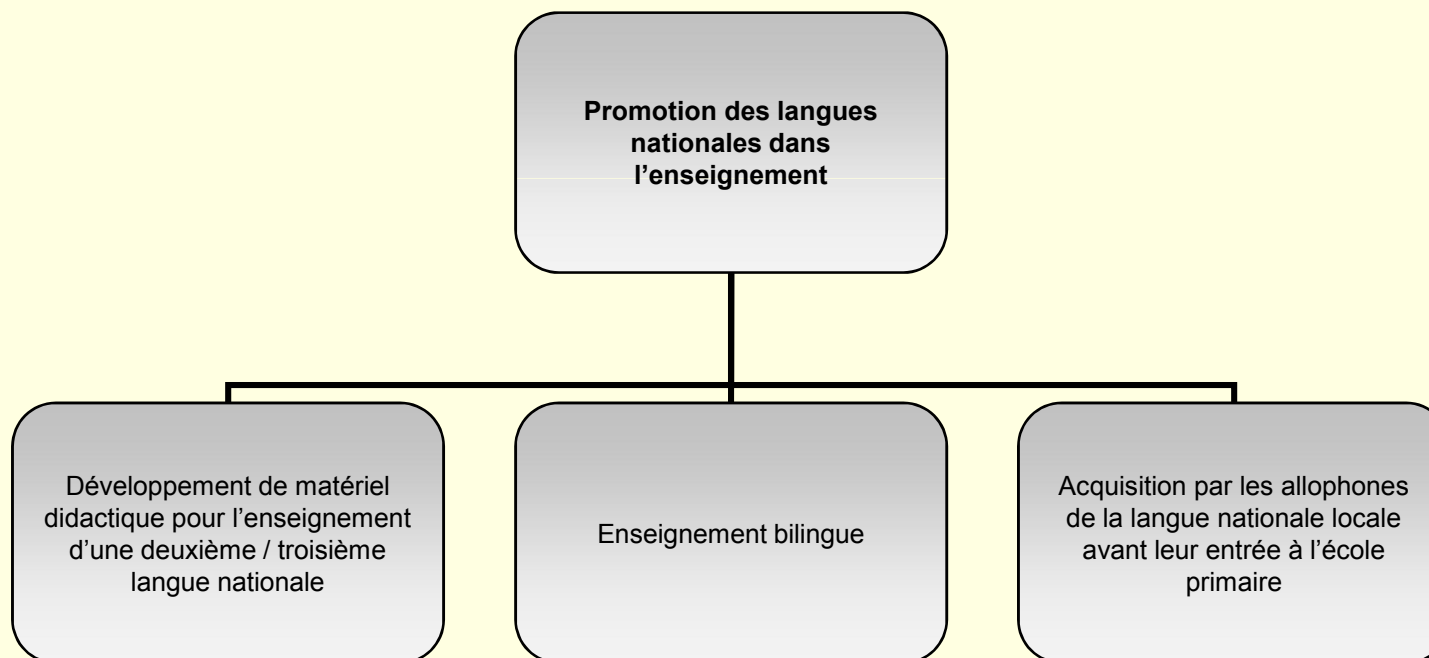


Quelques exemples concrets





Quelques exemples concrets





Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Bundesamt für Kultur BAK
Office fédéral de la culture OFC
Ufficio federale della cultura UFC
Uffizi federal da cultura UFC

MERCI POUR VOTRE
ATTENTION